

Conceptions géopolitiques d'un observateur messin

Religions, frontières et aires d'influences au début du XVII^e siècle

par Jean-Bernard LANG

Durant des siècles, les hommes, plus particulièrement ceux qui avaient le pouvoir, n'avaient qu'une vue très partielle de leur environnement géopolitique. Les Anciens avaient cependant tenté de figurer sur un support à taille humaine la représentation qu'ils se faisaient du monde¹, mais avec les Grandes Invasions, leurs travaux avaient été peu à peu oubliés, confinés dans quelques monastères où plus personne ne venait les consulter. Ils ne furent redécouverts qu'au XV^e siècle, dans le cadre de la Renaissance italienne. Il existait néanmoins d'autres représentations du monde : tout d'abord les « mappae-mundi » qui véhiculaient surtout une image conforme à l'enseignement de l'Église, avec parfois en leur centre Jérusalem, et un vaste océan enveloppant entièrement les trois parties du monde, l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Enfin, beaucoup plus proches de la réalité, car purement utilitaires et exempts de tout message idéologique, les portulans, qui n'avaient d'autre objet que d'indiquer aux navigateurs la situation des ports et le dessin des côtes. Mais ils ignoraient superbement l'intérieur des terres, ou alors les ornaient, faute d'informations topographiques, de vagues descriptions et d'illustrations fantaisistes². Ce n'est que vers la fin du XVI^e siècle, que les cartographes commencèrent à dessiner en détail l'intérieur des différentes régions du monde alors connu, et ceci dans le but de fournir un instrument de premier ordre à ceux qui avaient les responsabilités du pouvoir. Comme le disait un des plus fameux d'entre eux, Joan Blaeu, « *il me semble que ceux qui nomment*

-
1. Ptolémée, Égyptien de culture grecque, qui vécut à Alexandrie au II^e siècle de notre ère.
 2. Par exemple Abraham Cresques, juif des Baléares, qui exécuta un remarquable « atlas catalan » vers 1370-1380.

l'Histoire l'œil de la vision politique, mais nomment aussi la Géographie l'œil et la lumière de l'Histoire, mettent exactement le doigt sur la vérité ³ ».

C'est donc ces faibles connaissances cartographiques, du moins jusqu'au milieu du XVII^e siècle, que l'on doit garder en mémoire lorsque l'on se penche sur une question qui a longtemps passionné les historiens français : où devait se situer la frontière du royaume, ou plus exactement, jusqu'où pouvait aller l'influence des rois de France, de leur diplomatie sinon de leurs armées ⁴ ?

On sait que la « *Francia occidentalis* » fut créée par le fameux traité de Verdun en 843, complété par d'autres, dont celui de Meersen en 870, et surtout celui de Ribemont, en 880, où les fils de Charles le Chauve cédaient au fils de Louis le Germanique le dernier lambeau qu'ils possédaient en Lotharingie. Certes, il y eut toujours auprès des rois de France suffisamment d'érudits pour exposer à leurs maîtres que, selon eux, l'abandon de l'antique Lotharingie n'était qu'une usurpation, et que le royaume devait légitimement s'étendre jusqu'au Rhin. C'est ainsi qu'en 1444, Charles VII accompagnant René d'Anjou en Lorraine prétendait « *donner provision et remède à plusieurs usurpations et entreprises faites sur les droits de nos royaume et couronne de France en plusieurs pays, cités et villes étant deçà la rivière du Rhin qui d'ancienneté soulaient être et appartenir à nos prédécesseurs rois de France, et icelles remettre et réduire à notre seigneurie et bonne obéissance* ⁵ ». Mais ce n'était là qu'un vœu pieux puisque, en réalité, la frontière orientale de la future France était limitée par les « quatre rivières », Escaut, Meuse, Saône et Rhône⁶. C'est en application de ce principe qu'en 1301 Philippe le Bel, au traité de Bruges, se fit reconnaître comme suzerain du comte Henri III de Bar « *... lidis Cuens nous a fait hommage lige pour Nous & nostre Hoir Roy de France, de Bar et de la Chastellerie de Bar, & de toutes les choses que il tenoit en franc alleu par deçà la Mueuse...* ⁷ »

Dans la réalité topographique, les limites de souveraineté ne suivaient guère le tracé des grands cours d'eau évoqués ci-dessus. Ce n'est pas la Meuse qui formait en partie la frontière du royaume, mais l'Argonne, et plus précisément la Biesme, maigre cours d'eau affluent de l'Aisne. Interrogés en 1288, les habitants du pays distinguaient parfaitement « *ces qui sont par delai ledit ru, qui*

3. BLAEU (Joan), *Atlas Major*, 1665, introduction intitulée « sincère lecteur, salut ! ». Réimpression Taschen, Cologne, 2005.

4. La question des frontières est de toute façon lancinante. Aujourd'hui c'est l'Europe dont on voudrait préciser les frontières.

5. FAVIER (Jean), *le Roi René*, Paris, Fayard, 2008, p. 130.

6. Ou par de vastes forêts, comme celle de Darney, entre Meuse et Saône.

7. Dictionnaire historique des ordonnances et des tribunaux de la Lorraine et du Barrois, Tome I, Nancy, 1777, p. 70.

*sont de l'Empire, et ces qui sont par desait ledit ru, qui sont du roiaulme de France*⁸ » Au début du XVII^e siècle, les choses n'avaient pas changé, même si l'influence française allait désormais bien au-delà de la Meuse. Un observateur averti de la situation géopolitique de la région, le Messin Jean de Flavigny, écrivait en 1616 que « *la Cour envoie six mille Suisses à la frontière de la France du costé de Chalons*⁹ ».

Je viens de citer pour la première fois le nom de celui qui fut en correspondance, vingt-neuf ans durant, avec les plus hautes autorités de Strasbourg, alors ville libre d'Empire, protestante et pratiquement indépendante. Cette correspondance, publiée pour la première fois en 1882 par deux historiens, Bouteiller et Hepp¹⁰, contient d'innombrables renseignements sur la vie messine du début du XVII^e siècle. Mais elle contient aussi la perception très personnelle qu'avait Flavigny des frontières de la France, ou du moins des limites jusqu'auxquelles devait s'exercer l'influence de ses rois.

Mais qui était Flavigny ?

Nous ne connaissons pas la date exacte de sa naissance. Mais dans une de ses dernières lettres, en février 1626¹¹, il indique qu'il est devenu le second du maître échevin nouvellement élu, le sieur Flose, et que lui-même approche de la soixantaine. Sa date de naissance serait donc 1566 ou 1567. Sa correspondance commence en 1597, il aurait donc eu trente ans à cette dernière date. Il est probable qu'il a dû mourir peu de temps après sa dernière lettre qui est de mai 1626 car rien n'indique une volonté de mettre fin à cette correspondance, ni de son côté, ni de celui des Alsaciens. Toute sa vie d'homme politique a donc été vouée à cette relation particulière qu'il avait nouée avec Strasbourg.

Il est très fier de sa noblesse et de l'ancienneté de sa famille. Celle-ci n'est pourtant pas originaire du pays messin, mais de Picardie¹², et devait être fixée dans notre région depuis plusieurs décennies. Une autre branche, dont le chef est Jacques de Flavigny, lui aussi membre des Treize¹³, joue un rôle important.

8. GUENÉE (Bernard), *La France et les Français*, les limites, Paris, 1972, p. 52.

9. Lettre CXLIII, 7 novembre 1616, p.149, voir note suivante pour ref. bibliographique

10. BOUTEILLER (E. de) & HEPP (Eugène), *Correspondance politique adressée au Magistrat de Strasbourg par ses agents à Metz (1594-1683)*, tirée des archives municipales de Strasbourg, Berger-Levrault, Paris, 1882.

11. Lettre CCLXII, 10 février 1626, p. 291. Elle est d'ailleurs signée Jean de Mancour, un de ses titres.

12. Village de Flavigny-le-Grand-et-Baurain, département de l'Aisne.

13. Ainsi qu'un de ses fils, cousin de Jean ; Lettre XXXVII, 6 août 1608, p. 43.

C'est Jacques qui cède à la communauté protestante, encore semi-clandestine vers 1590 une petite maison située au lieu-dit « la fosse aux serpents » pour servir de lieu de culte¹⁴. Toutes ces familles sont en effet huguenotes.

Jean de Flavigny avait épousé une demoiselle Rollin, fille du seigneur de Verny. Il habite Metz, au 13 rue de la Chèvre¹⁵. Il possédait, probablement en partie seulement, les seigneuries de la Horgne, de Malroy, de Mancourt, de Verny et de Vigny. Son implication dans la religion réformée est évidente puisque c'est sur ses terres, à la Horgne, qu'en 1610 est ouvert un lieu de culte pour les fidèles du pays messin¹⁶. Le fief qui semble le plus prestigieux à ses yeux est celui de Mancourt (ou Mancour), puisqu'il signe une fois de ce nom. Mancourt est un lieu-dit du village d'Ennery, à l'époque principal fief de la puissante famille des Heu, elle aussi réformée. Le village devait donc à l'époque vivre sous la bienveillante protection de celle-ci et devait d'ailleurs être une coseigneurie partagée avec eux. En 1618, il hérite à la mort de son beau-père de 30.000 florins d'or et est élu la même année aux Treize¹⁷. En 1625, la peste sévissant dans la région, notre homme quitta Metz précipitamment et alla se réfugier à Mancourt. Mais la région était bien trop proche de la frontière luxembourgeoise, et Flavigny craignait des raids de pillards¹⁸. Il repartit donc au bout de trois semaines et vint se fixer à Verny, qu'il qualifie de « village médiocre » (c'est un fief de son épouse) mais où il a les droits de coseigneurie pour les hautes et basses justices, ce qui, seuls, lui ont permis de forcer les villageois, affolés par l'épidémie, d'accepter sa venue.

Mais au juste, quelles relations particulières avait-il avec Strasbourg ? Ses premiers contacts avaient été noués avec le premier de ses correspondants strasbourgeois, le stadtmestre Böcklé, de passage à Metz pour y rencontrer Henri IV¹⁹, probablement en 1589. Flavigny devait alors avoir 22 ou 23 ans. Ce qui est étonnant pour l'époque, c'est que notre homme comprend et écrit aussi bien le français que l'allemand. C'est ce qu'il affirme en 1619 à Peter Storck, son nouveau correspondant, qui, à la différence de ses prédécesseurs,

14. D'après POIRIER, documents généalogiques, p. 236. Renseignements communiqués par M. Julien LEONARD.

15. Lettre XXXVII, 18 août 1608, p. 43

16. Actuellement à cheval sur les territoires du Sablon à Metz et de Montigny-les-Metz.

17. Lettre CLVIII, 28 juin 1618, p. 168.

18. Mancourt est qualifié de « *village proche de la basse Bourgogne* », c'est-à-dire des Pays-Bas (Thionville fait partie du Luxembourg) et les pillards, originaires du pays thionvillois, appelés « *Bourguignons* ». Lettre CCLIX, p. 289, 10 septembre 1625

19. Lettre CXXX, 21 mars 1616, p. 137.

écrivait en français²⁰. Flavigny est donc un germaniste avéré ; dans la lettre où il raconte sa première rencontre avec Böcklé, il affirme qu'après le roi Henri IV, c'était la personne qu'il chérissait le plus au monde. Il est possible que sa connaissance de l'allemand ait été acquise à Strasbourg, à l'Académie Jean Sturm, où le jeune homme aurait pu faire ses humanités. Il est également très impliqué dans la dette que la ville de Metz a contractée auprès des Strasbourgeois et semble veiller aux intérêts financiers de ces derniers²¹.

Tout au long de ces années, Metz était dans une situation particulière. Le roi de France n'y régnait en principe qu'au titre de vicaire impérial. De fait, la situation de la ville et de son plat pays était particulièrement ambiguë au regard du droit international. Le représentant du roi dans la ville ainsi que dans l'ensemble des Trois-Évêchés était le gouverneur, qui avait en main l'ensemble des pouvoirs administratifs et militaires. Ce grand personnage était souvent absent, retenu à la Cour par son rang et ses charges. En 1613, c'était le duc d'Épernon, que l'on attendait fébrilement à Metz pour Pâques. Mais en mars, on apprenait que sa venue était retardée car son fils, le marquis de La Valette qui l'accompagnait avec le titre de lieutenant avait fait une chute de cheval et s'était cassé une jambe.

D'Épernon arriva finalement à Metz le 7 novembre et fut reçu en compagnie de son fils de manière fastueuse. Une compagnie de cent bourgeois à cheval représentait les notables, puis venaient trois cents jeunes célibataires armés de piques et d'arquebuses²², portant un uniforme aux couleurs de la ville, blanches et noires, suivis par quatre mille Messins de la milice et trois mille hommes recrutés dans le pays messin. Précédé d'un dais de velours noir et de toile argentée, le gouverneur alla ensuite faire ses dévotions à la cathédrale²³.

Il existait donc, sans compter les troupes françaises de la garnison, une milice messine parfaitement armée et pouvant compter sur le renfort éventuel de supplétifs recrutés dans la campagne. Tout cela était l'héritage de la période médiévale, où la cité était une ville libre, une puissance économique et militaire. La tradition n'en était nullement perdue. Cela pouvait entraîner parfois des heurts pénibles. En juillet 1619, La Valette, craignant un soulèvement de la milice, en grande partie composée de huguenots, fit saisir toutes les armes

20. Lettre CLXVII, 22 octobre 1619, p. 178-179.

21. Metz avait contribué aux frais de guerre du roi jusqu'en 1598 à hauteur de 160.000 livres, empruntées à Strasbourg. De passage à Metz en 1603, Henri IV avait obtenu l'annulation de la moitié de cette dette.

22. Qui étaient à vrai dire dépassées techniquement par les mousquets depuis longtemps.

23. Lettre CIX, 26 novembre 1613.

trouvées dans les maisons²⁴ et les entreposa dans la citadelle. Une guerre de rues pouvait alors éclater à tout instant. Le bruit courut que le roi envoyait en renfort à la garnison douze compagnies à pied issues de deux régiments, appuyées par trois cents cavaliers de la compagnie de Monsieur. Les choses finirent par s'arranger, le roi ayant nommé un médiateur, qui fit restituer leur armement aux bourgeois en janvier 1620.

Après le gouverneur, rarement sur place, après le lieutenant, véritable maître de la cité, le troisième représentant de l'État était le commandant de la citadelle, à la tête de la garnison, dont les effectifs variaient selon les périodes et selon les relèves.

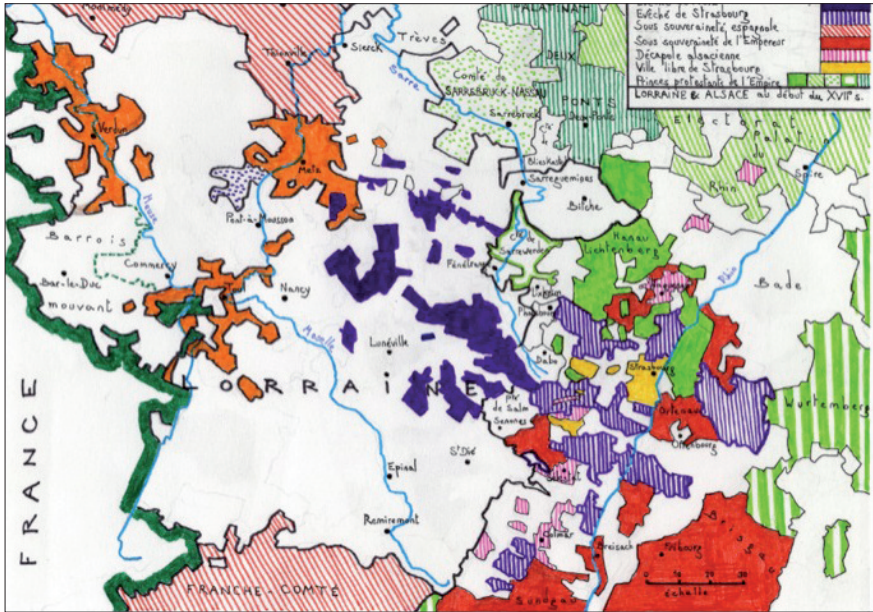
Un mot encore sur la justice. Celle-ci était dans une position tout aussi ambiguë que les pouvoirs politiques et militaires. En principe, le tribunal des Treize existait toujours et les Messins estimaient que le maître échevin avait seul un pouvoir d'appel. De son côté, le pouvoir royal essayait de mettre en place sa propre justice. Dès les premières années de l'occupation, le roi avait nommé un Président royal pour rendre la justice dans les cas où seraient impliqués des Français ou d'autres personnes non messines. Mais les collaborateurs du Président royal tentaient de s'insinuer dans toutes les causes, suscitant dans la ville, chez les notables, de violentes réactions. En 1606, le Président était Lazare de Selves, d'une ancienne famille de robe parisienne. Ce fut lui qui fit rédiger les « Coutumes de Metz », corps de doctrine judiciaire local dont la parution était depuis longtemps souhaitée. Lui aussi était protestant. Jugé trop favorable aux habitants, il fit l'objet d'une enquête qui conclut qu'en dernier ressort, en cas de litiges entre Messins, le Conseil privé du roi serait seul habilité à trancher. Levée de boucliers dans la ville qui décida d'envoyer en avril 1613 une députation à Paris pour demander que l'instance judiciaire suprême restât le maître échevin. La délégation était composée de deux nobles, un catholique et un protestant, d'un ecclésiastique et d'un pasteur et de deux membres du Tiers État, un catholique et un protestant²⁵.

S'il est indéniable que Flavigny se considérait comme un loyal sujet du roi de France, il est donc tout aussi certain que la ville de Metz et son plat-pays ne faisaient pas partie du royaume.

Il s'agissait en réalité d'une « porte », d'une forteresse que l'on occupait militairement plus que politiquement ou juridiquement, de façon à pouvoir intervenir le cas échéant sur le territoire de l'ennemi, soit pour aider les alliés qu'on y entretenait, soit pour faire pièce aux projets offensifs qui pouvaient

24. Lettre CLXIV, 21 août 1619. On avait trouvé en ville des réserves de salpêtre, des armes de toutes sortes et même des canons.

25. Lettre XCVII, 25 avril 1613, p. 100.



s'y élaborer²⁶. Dans une adresse à Charles VIII, en 1485, le parlement de Grenoble décrivait ainsi l'utilité du Dauphiné pour la Couronne : il procure « l'entrée ès Ytalies et passerez par votre païs sans emprunter passage d'autrui jusques ès limites de la duchée de Milan et de Gènes. Et pourrez par ce moyen acquérir et faire de grans choses et actes glorieux comme vos prédécesseurs ont fait. ²⁷ »

Plus tard, Richelieu précisa encore plus sa pensée : « pour le dehors, il faut avoir en dessein perpétuel d'arrêter le cours des progrès d'Espagne, et au lieu que cette nation a pour but d'augmenter sa domination et étendre ses limites, la France ne doit penser qu'à se fortifier en elle-même, et bâtir, et s'ouvrir des portes pour entrer dans tous les États de ses voisins et les pouvoir garantir des oppressions d'Espagne quand les occasions se présenteront. [...] Ensuite il faut penser se fortifier à Metz et à s'avancer jusqu'à Strasbourg, s'il est possible, pour acquérir une entrée

26. C'est particulièrement vrai sur la frontière alpine, où la France s'évertuait à garder sous son contrôle militaire des principautés comme le marquisat de Saluces ou le comté d'Asti, ou encore la forteresse de Pignerol.

27. LONGNON (A.) *La formation de l'unité française*, cours au collège de France 1889-1890, 1922, réédition Picard, Paris, 1969.

dans l'Allemagne : ce qu'il faut faire avec beaucoup de temps, grande discrétion, et une douce et couverte conduite. ²⁸ »

La frontière linéaire était encore étrangère aux préoccupations des dirigeants, d'une part à cause du peu de développement de la cartographie qui les empêchait d'avoir une vision panoramique des territoires, mais aussi parce qu'ils avaient une conception offensive de la politique, portée vers l'avant, la défensive semblant suffisamment assurée par la multiplicité des châteaux forts ou des villes fortifiées héritées du Moyen Âge. Il paraissait naturel à l'époque que partout se multiplient enclaves et exclaves, puisque la souveraineté naissait de la suzeraineté et plus généralement de la hiérarchie des droits féodaux. Le prince ne devait faire la guerre que pour défendre son droit, c'est-à-dire le plus souvent sa part d'héritage, d'où l'importance qu'allaient prendre les experts de tout poil chargés de fouiller les anciens documents afin de retrouver ces droits, voire parfois les inventer, au service de souverains procéduriers et passés maîtres dans l'art de la chicane. Ce que les militaires et les administrateurs avaient donc en tête, ce n'étaient pas des cartes encore largement inconnues, mais des itinéraires, le tracé des routes carrossables (il y en avait peu) par lesquelles pouvaient transiter les lourds convois militaires, particulièrement les lents attelages de bœufs menés par des paysans réquisitionnés, et qui trachaient les canons indispensables à la guerre de siège.

Et puis, sur quelle ligne aurait due être tracée une frontière qui délimiterait, comme le souhaitera plus tard Vauban, le pré carré du roi ? Nous avons vu que sur le terrain, ce n'était pas la Meuse, référence historique et politique du royaume qui la délimitait, mais de bien obscurs et médiocres accidents de terrain. Et d'ailleurs, les grands cours d'eau, Meuse, Moselle ou Rhin, n'étaient nullement des frontières, mais au contraire le cœur même des habitats, un trait commun entre des populations identiques habitant chaque rive²⁹. Il en allait de même avec les états : Lorraine, Pays Messin, Luxembourg, électorat de Trèves, tous étaient à cheval sur la Moselle. On pouvait constater la même situation sur le Rhin avec les terres patrimoniales des Habsbourg, l'évêché de Strasbourg, le comté protestant de Hanau Lichtenberg ou l'électorat palatin du Rhin.

C'est dans cet état d'esprit que Flavigny allait faire aux Strasbourgeois une bien étrange proposition.

28. Lettres du cardinal de Richelieu au roi, éd. D'Avenet, 1858, tome III, p. 179-182., dans SOLNON, *sources d'histoire de la France moderne*, Paris, Larousse, 1994, p. 234.

29. Le Rhône fait exception, comme le montre les cris des bateliers, encore entendus au début du XIX^e siècle « vira de pire, vira de riaume ». Mais le Rhône était un fleuve sauvage, dangereux, dont le lit originel était large de plus d'un kilomètre et constellé de milliers d'îles.

Nous sommes en 1622, et la guerre ravage une partie de l'Allemagne depuis quatre ans déjà. Rappelons qu'elle avait débuté en Bohême en 1618 entre des seigneurs tchèques protestants (les utraquistes) qui défénestrèrent du château de Prague des lieutenants de l'empereur Mathias. Le successeur de ce dernier, déjà élu, était Ferdinand de Styrie, catholique ardent et décidé à tout faire pour que le Saint Empire redevienne entièrement catholique. L'inquiétude était naturellement vive chez les princes protestants allemands ainsi que chez les utraquistes tchèques. Ces derniers, à la mort de Mathias en 1619, élurent comme roi de Bohême le très calviniste Électeur palatin, Frédéric V. Mais, au même moment les autres Princes Électeurs élaient au trône impérial Ferdinand de Styrie, devenu Ferdinand II. Ce dernier, qui en principe aurait dû également ceindre la couronne royale de Bohême, rassembla une armée et marcha sur Prague où les Tchèques furent écrasés à la fameuse bataille de la Montagne Blanche. Cette victoire ne fit qu'attiser les inquiétudes des protestants allemands et de leurs alliés. En 1621, les Hollandais ne renouvelèrent pas la trêve de 1609 et reprirent les hostilités contre l'Espagne. En 1622, la bataille se déplaça alors vers les possessions de l'Électeur palatin : des troupes espagnoles venues du Luxembourg marchèrent sur la vallée du Rhin pour s'emparer de cette partie du Palatinat tandis que les Bavaois s'emparaient du Haut Palatinat (la Franconie). Les Espagnols recrutaient des soldats en Italie, à Milan comme à Naples, et les acheminaient vers le nord par les Alpes et la vallée du Rhin pour les faire combattre contre les Provinces-Unies. La vallée du Rhin, surtout la portion de celle-ci comprise entre Bâle et Heidelberg, était donc d'une importance stratégique vitale pour les belligérants³⁰ et Strasbourg, cité protestante entourée de territoires catholiques, avait toutes les raisons de s'inquiéter. L'armée protestante de Mansfeld stationnait dans le Palatinat et nul ne savait alors si, pour combattre les Impériaux de Tilly, elle allait se diriger vers Cologne au nord, vers Trêves à l'ouest ou vers Strasbourg au sud. Dans ce dernier cas, l'Alsace allait devenir un champ de bataille et la proie de mercenaires et de soudards de toutes origines et religions.

Flavigny était un fervent huguenot et sa mission était d'informer ses coreligionnaires strasbourgeois des dangers qui pouvaient éventuellement les menacer, de la part des catholiques, soit Espagnols, soit Impériaux, soit même Lorrains.

En novembre 1622, Flavigny écrivit alors à l'ammeister Storck, avec qui il était en relation depuis trois ans. Avec cet interlocuteur, Flavigny pouvait toucher le véritable responsable de la politique strasbourgeoise. Il donne donc des conseils au Magistrat : « *Au surplus, Monsieur, je suis infiniment en peine pour*

30. Ainsi que celle de la Valteline, dont Flavigny parle souvent, et qui relie le lac de Côme au Tyrol.

la seureté de votre bonne ville, et tant plus je pense à vous donner quelque bon advis pour y contribuer, tant plus je me trouve empeché, ne voyant de moyen que celui que je vous ai proposé cy-devant, si le malheur du temps continue : tous les autres estant trop faibles pour se conserver eux-mesmes, et vous supplie humblement d'y bien penser avant qu'il arrive pis et que la force du mal ne surmonte le bien, dont Dieu nous veuille préserver ! Vous sçavez la ville de Genève avoir été grandement vexée par le duc de Savoie, mais que depuis qu'elle s'est jetée entre les bras de sa Maté par une simple protection que le repos et la tranquillité les a accompagnés, et sont sans aucune crainte, soubz le nom du Roy. Cecy vous puis-je dire avec vérité que je ne suis sollicité d'aucun endroit de vous ouvrir ce subject là que par le propre désir que j'ay à votre service...³¹ »

La proposition est inouïe, venant d'un simple « agent ». C'est quelques jours plus tôt d'ailleurs qu'il avait envoyé à l'ammeister un texte dépeignant l'amour immense que les huguenots français éprouveraient pour Louis XIII. Il en écrivit un autre de la même veine en avril 1623³². Certes une énième paix de religion venait d'être signée à Montpellier, mais c'était après un nouveau recul des protestants qui ne gardaient plus que deux places de sûreté : La Rochelle et Montauban. Le démantèlement de l'Edit de Nantes, du moins de ses clauses militaires, était bel et bien en cours. Pourquoi Flavigny manifestait-il alors un tel accès de ferveur monarchique ? C'était compréhensible lorsqu'il s'agissait de Henri IV, ex-huguenot, c'était moins explicable pour son fils, catholique rigide. Flavigny était-il « aux ordres » de la Couronne ? Sa lettre était-elle un ballon d'essai du gouvernement français qui aurait bien occupé Strasbourg et imposé son protectorat militaire comme il l'avait fait pour Metz soixante-dix ans plus tôt ? Si cela était, cela indiquerait que l'idée de placer sur le Rhin sinon la frontière de la France, du moins un ancrage militaire, une nouvelle « porte », n'était pas le produit de la politique de Richelieu mais aurait préexisté à l'arrivée aux affaires du cardinal³³. En effet, nous sommes en 1622, Richelieu n'entrera au conseil que deux ans plus tard, et sa lettre au roi, citée plus haut date de 1629, sept ans après celle de Flavigny !

31. Lettre CCXXI, 28 novembre 1622, p. 248.

32. Lettre CCXXXI, 18 avril 1623. Elle est citée sans malice par René BOUR, *Histoire de Metz*, éditions Serpenoise, Metz, 1980, p. 125.

33. Sur la perception que l'on avait à l'époque de la frontière française, on lira avec intérêt MARTIN Philippe, *Une guerre de Trente Ans en Lorraine*, Metz, 2002, p. 45 sqq, et la bibliographie indiquée, WEBER Hermann, *Frankreich, Kurtrier, der Rhein und das Reich*, Bonn, 1965, et PICOT Gilbert, *Cardin Le Bret et la doctrine de la souveraineté*, Nancy, 1948. Dans les instructions données en 1648 aux négociateurs français du traité de Münster, on peut lire : « lesdits Plénipotentiaires se souviendront surtout en retenant Breisach, qu'il nous faut garder un chemin pour y aller (en Allemagne), ce à quoi Saverne et Sélestat nous sont nécessaires. *Acta pacis Westphalicae*, édition 1962.

Dans sa lettre, Flavigny faisait allusion à Genève et aux démêlés que la ville de Calvin avait eus avec la Savoie. Il s'agissait d'une courte guerre que mena Henri IV en 1600 contre le duc Charles Emmanuel I^{er} et qui aboutit au traité de Lyon par lequel le roi de France échangeait Saluces contre la Bresse, le Bugey et le pays de Gex. Il s'installait surtout aux portes de Genève qu'il avait déjà aidé onze ans plus tôt, dans une guerre que les habitants de la ville avaient menée contre les Savoyards. Le duc de Savoie ne voulut cependant pas renoncer à prendre la ville et en décembre 1602, tenta de s'en emparer par surprise. L'assaut échoua de peu, grâce à la milice urbaine, aidée par une centaine de mercenaires à la solde de la France. Cette péripétie, appelée « l'Escalade » par les Genevois, est encore aujourd'hui une sorte de fête nationale pour cette ville, commémorée chaque année. À vrai dire, s'il est exact que plus jamais l'indépendance de Genève ne fut remise en question par la Savoie, ce fut au moins autant à cause de l'alliance de la ville avec d'autres cantons protestants (Berne et Soleure) que d'un éventuel appui français. Notre Messin semble avoir eu sur cette question une vision assez particulière, assez franco-centrique...

La proposition de Flavigny semble avoir été fraîchement accueillie sur les bords de l'Ill puisqu'en janvier 1623, notre homme se plaignait de ne plus recevoir de courrier. Il demanda même si on avait quelque chose à lui reprocher. Il revint cependant à la charge en mars 1623, après la chute de Heidelberg³⁴. Si vous n'acceptez pas mes conseils, résume-t-il « *la liberté de la Germanie, votre chère patrie, sera réduite à une modeste servitude* » La formule, qui devait déjà être connue, connaîtra un ample succès : c'est au nom des « libertés germaniques » que les traités de Westphalie chargeront la France – et la Suède –, de veiller à ce qu'aucun pouvoir politique fort ne voie le jour en Allemagne. C'est en leur nom que Louvois, en 1689, ravagea le Palatinat ; c'est à cause de cette politique que naîtra plus tard l'hostilité des Allemands envers la France, symbolisée par le geste de Bismarck qui, en 1870, proclama la renaissance du Reich dans le palais de Louis XIV. Et c'est enfin pour laver cet affront que Clemenceau exigea en 1919 de signer le fameux « diktat » de Versailles au même endroit...

L'affaire fera long feu. Strasbourg négociera avec succès avec Ferdinand II et réussira à rester en dehors de la guerre. Flavigny le constatait dès juillet et en prenait acte, assurant une fois de plus qu'il n'agissait que pour le bien des Alsaciens.

34. Lettre CCXXX, 31 mars 1623, p. 257.

Conclusion

L'analyse des lettres que Jean de Flavigny adressait à ses correspondants du gouvernement de la ville libre de Strasbourg est intéressante à plus d'un titre. Notre épistolier est un chroniqueur bien informé de la vie messine, faisant lui-même partie des Treize. Huguenot engagé, il nous fait partager les idées politiques de ses coreligionnaires français, la haine des Espagnols, de la maison d'Autriche et des Jésuites, ses bêtes noires, mais aussi la profonde méfiance qu'il éprouve, lui le Messin protestant, envers les Lorrains. C'est d'ailleurs cette animosité, qu'il partage avec les Alsaciens qui n'ont pas oublié les massacres de Saverne commis en 1525, qui fonde sa relation avec eux.

Mais il nous expose aussi sa conception sinon du territoire français, du moins d'un espace français. Il y a certes la frontière traditionnelle, bordée – en principe – par la Meuse. Mais au-delà s'étend une sorte de zone grise, où dans le dédale des principautés du Saint Empire, tous les coups sont permis. Metz, occupée depuis trois générations peut donc servir d'exemple sinon de modèle car la présence du royaume peut s'adapter en d'innombrables nuances selon les circonstances et les particularismes locaux. À Metz, le roi disposait d'une garnison, mais la ville restait soumise à ses coutumes traditionnelles. Même sa force armée n'avait pas disparu : elle cohabitait avec la garnison française. À Genève, la France ne tenait pas garnison ; c'est de l'appui qu'elle donnait à l'alliance de la ville avec d'autres cités protestantes suisses qu'elle tirait une incontestable influence, jointe à sa proximité géographique³⁵. On ignore comment Flavigny imaginait la protection du roi sur Strasbourg. Aurait-elle pris un aspect militaire comme à Metz ? Imaginait-il l'implantation d'une garnison relais, quelque part sur la Sarre ou dans les basses Vosges, afin de pouvoir secourir les Alsaciens dans les délais les plus brefs ? nous l'ignorons. Nous ne savons d'ailleurs pas plus si les propositions de protection provenaient de sa propre initiative, ainsi qu'il l'affirme, ou s'il agissait pour le compte de la diplomatie secrète du Louvre. Enfin nous ne devons pas oublier qu'il agissait au moins autant en huguenot qu'en Français, que Metz abritait une forte minorité de Réformés, que Genève était calviniste et Strasbourg luthérienne. Dans l'esprit de Flavigny, le roi de France devait fonder sa politique extérieure sur l'alliance avec les protestants.

Mais dans tout cela, bien sûr, il ne s'agit en aucun cas de ce que l'on appellera, presque deux siècles plus tard, les « frontières naturelles ». Strasbourg n'aurait été sur le Rhin qu'une porte parmi d'autres, ouverte sur le monde germanique, particulièrement importante à cause de son pont. Les frontières que l'on traçait peu à peu, bataille après bataille, traité après traité, ne présentaient pas un tracé linéaire mais des appendices qui se déroulaient

35. Dans le Bugey et le pays de Gex.

le long de routes sur lesquelles les armées manoeuvraient, avançant pour mettre le siège devant une ville ennemie, ou reculant pour s'enfermer dans une citadelle amie³⁶. Metz était une porte sur la Moselle, rivière par laquelle on accédait à trois principautés électorales de l'Empire, les archevêchés de Trèves, Mayence et Cologne³⁷. Genève contrôlait la route reliant Lyon aux villes suisses alliées de la France, pourvoyeuses d'importantes troupes de mercenaires sans lesquels on ne pouvait envisager de faire la guerre. Quant à Strasbourg et son pont sur le Rhin, la contrôler aurait permis de marcher sur la vallée du Danube et menacer Vienne, mais surtout d'être au contact du Palatinat, autre Électorat et l'un des principaux alliés protestants de la France. Richelieu était mort lorsque prit fin la guerre qu'il avait déclenchée en 1635. Mazarin, son successeur, ne put obtenir Strasbourg, car la mainmise sur ce joyau du protestantisme urbain eut été en absolue contradiction avec l'alliance des princes protestants allemands. Il se rabattit donc sur les possessions patrimoniales des Habsbourg et le passage de Breisach remplaça provisoirement le pont tant convoité de la métropole alsacienne. Il fallut attendre 1681 pour que Strasbourg devienne française, capitulant devant les canons de Louvois.

La correspondance de Jean de Flavigny nous montre cependant que l'idée, exprimée de façon plus ou moins ambiguë, parfois confuse, de bâtir une zone d'influence française s'étendant jusqu'au Rhin, voire de la prolonger sur la rive droite par quelque forteresse ou pont, ne datait pas du gouvernement du cardinal ministre de Louis XIII. Elle avait dû naître dès la fin du siècle précédent. Peut-être était-ce cela le grand dessein de Henri IV auquel faisait allusion Sully. Elle était en tout cas admise par nombre d'esprits informés des nécessités de la politique extérieure du royaume, et Flavigny devait en faire partie.

Nous voyons donc s'esquisser l'image d'une frontière très éloignée de la ligne plus ou moins sinueuse représentée sur nos cartes modernes. Au début du XVII^e siècle, elle est encore un mouvement plus qu'une barrière et peut prendre des aspects différents : légitimée par l'ancienneté de l'Histoire comme celle de la Meuse, en devenir comme celle déjà implantée sur la Moselle ou en espérance comme celle évoquée sur le Rhin. ■

36. D'où l'importance de la guerre de siège et de ses techniques où devait s'illustrer plus tard Vauban.

37. Ce qui permettait d'influencer éventuellement l'élection des Empereurs.

